

Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (COFOG)

La décomposition des dépenses des administrations par fonction indique le montant que l'État consacre à des domaines essentiels, comme l'éducation, la santé, la défense, la protection sociale ou l'ordre et la sécurité publics. Ces différentes fonctions agrègent les dépenses selon des catégories prédéfinies, ce qui permet de comparer de manière instructive les priorités nationales des gouvernements.

En 2015, la protection sociale représentait la plus grande part des dépenses publiques dans la zone OCDE, soit 32.6 % en moyenne, s'échelonnant de 44.9 % en Finlande à 19.4 % en Corée. La même année, les pensions représentaient en moyenne plus de la moitié des dépenses de protection sociale (voir la composition de l'indicateur de ces dépenses).

La santé était en moyenne le deuxième poste le plus important des dépenses des administrations, soit 18.7 %, avec une fourchette allant de 24.2 % aux États-Unis à 6.5 % en Suisse. Le poids relativement faible des dépenses publiques de santé en Suisse résulte d'un système de couverture privée de ce risque.

Les services publics généraux – qui incluent le service de la dette – absorbaient 13.2 % des dépenses des administrations, et l'éducation 12.6 %. En 2015, la somme des dépenses affectées à la défense ainsi qu'à l'ordre et à la sécurité publics représentait en moyenne 9.4 % du total dans les pays de l'OCDE ; on trouvait la plus forte proportion de dépenses de défense en Israël (14.9 %), aux États-Unis (8.8 %) et en Corée (7.8 %), et la plus forte proportion de dépenses affectées à l'ordre et à la sécurité publics en Lettonie et aux États-Unis (5.4 % pour ces deux pays).

En 2015, les affaires économiques absorbaient en moyenne 9.3 % des dépenses publiques dans les pays de l'OCDE, avec une fourchette allant de 17.3 % en Hongrie à 5.9 % en Israël. Au sein de cette rubrique, les transports représentaient en moyenne la part la plus élevée – 47.6 % – devant les affaires économiques générales, les échanges et l'emploi – 22 %.

La proportion des dépenses publiques consacrées à d'autres fonctions telles que les loisirs, la culture et les cultes est relativement faible : en moyenne 1.5 % en 2015, l'Islande étant au plus haut avec 7.5 % et les États-Unis au plus bas avec 0.7 %. La protection de l'environnement a mobilisé en moyenne 1.3 % des dépenses des administrations, les Pays-Bas se plaçant en tête avec 3.2 % ; le logement et les équipements collectifs en ont mobilisé 1.4 % en moyenne, la fourchette allant de 2.6 % en Corée et en Lettonie à 0.1 % en Israël.

Des comparaisons à moyen et long termes de la répartition des dépenses publiques par fonction font apparaître certains redéploiements. Des changements sont intervenus dans les pays de l'OCDE entre 2007 et 2015, avec une diminution la part des dépenses consacrée aux services publics généraux, à la défense, à l'ordre et à la sécurité publics, aux affaires économiques, à l'éducation et aux loisirs, à la culture et aux cultes diminuant, alors que celle consacrée à la santé et à la protection sociale a augmenté. La hausse la plus sensible a

concerné la protection sociale (+2.6 p.p.) et la baisse la plus marquée a eu lieu dans les services publics généraux (–1.2 p.p.). Dans les pays de l'OCDE, les évolutions les plus importantes en matière de protection sociale ont été des hausses de sa part en Lettonie (7.6 p.p.) et en Espagne (6.2 p.p.), alors que la plus forte baisse de la part des services publics généraux s'est produite en Grèce (–6.9 p.p.).

Au Costa Rica, il n'y a pas de dépenses de défense, de même qu'en Islande, qui a supprimé ses forces armées en 1948.

Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses publiques sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux et de la base de données d'Eurostat sur les statistiques relatives aux finances publiques, qui sont établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN) ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir annexe A). Les données sur les dépenses sont ventilées selon la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG), qui classe les dépenses selon dix fonctions : services généraux des administrations publiques ; défense ; ordre et sécurité publics ; affaires économiques ; protection de l'environnement ; logement et équipements collectifs ; santé ; loisirs, culture et culte ; enseignement ; et protection sociale. On trouvera à l'annexe C des précisions sur la nature des dépenses. Les graphiques 2.34 et 2.35, disponibles en ligne, retracent les dépenses des administrations publiques par fonction en pourcentage du PIB, et leur variation de 2007 à 2015. Une ventilation des dépenses publiques pour certaines fonctions prioritaires de la CFAP de niveau 2 est présentée au moyen de l'indication des dépenses de protection sociale et de santé, et dans les tableaux 2.36 (services publics généraux), 2.37 (ordre et sécurité publics), 2.38 (affaires économiques) et 2.39 (éducation). Ces graphiques sont consultables en ligne (voir annexe F).

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (COFOG)

2.32. Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (2015)

	Services publics généraux	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Éducation	Protection sociale
Allemagne	13.5	2.3	3.6	7.1	1.4	0.9	16.3	2.3	9.6	43.1
Australie	12.5	4.4	4.9	10.0	2.4	1.6	19.4	2.0	14.6	28.2
Autriche	13.3	1.1	2.7	11.9	0.9	0.7	15.5	2.4	9.6	42.0
Belgique	15.1	1.6	3.3	12.0	1.6	0.6	14.2	2.2	11.9	37.5
Corée	16.6	7.8	4.0	16.1	2.5	2.6	12.5	2.1	16.3	19.4
Danemark	13.5	2.0	1.8	6.7	0.8	0.4	15.6	3.2	12.8	43.0
Espagne	14.9	2.2	4.6	10.0	2.0	1.1	14.2	2.6	9.3	39.1
Estonie	10.6	4.7	4.5	11.8	1.7	0.9	13.7	4.9	15.1	32.1
Etats-Unis	13.8	8.8	5.4	8.7	0.0	1.4	24.2	0.7	16.2	20.8
Finlande	14.9	2.4	2.2	8.3	0.4	0.7	12.6	2.6	11.0	44.9
France	11.0	3.1	2.9	10.0	1.8	1.9	14.3	2.3	9.6	43.1
Grèce	17.8	4.9	3.8	16.0	2.7	0.4	8.2	1.3	7.8	37.0
Hongrie	17.8	1.1	4.1	17.3	2.5	2.2	10.6	4.3	10.3	29.9
Irlande	13.9	1.2	3.7	11.5	1.4	2.0	19.3	2.0	12.4	32.7
Islande	18.0	0.0	3.6	11.6	1.3	1.1	17.4	7.5	17.4	22.1
Israël	13.6	14.9	3.9	5.9	1.2	0.1	12.7	3.5	17.1	27.0
Italie	16.6	2.4	3.7	8.1	1.9	1.2	14.1	1.5	7.9	42.6
Japon	10.4	2.3	3.2	9.5	2.9	1.7	19.4	0.9	8.7	40.7
Lettonie	14.0	2.7	5.4	11.5	1.9	2.6	10.3	4.4	16.2	31.0
Luxembourg	10.5	0.7	2.4	11.9	2.6	1.2	10.9	2.8	12.4	44.8
Norvège	9.6	3.1	2.2	10.5	1.8	1.5	17.2	3.0	11.2	39.8
Pays-Bas	11.1	2.5	4.0	8.8	3.2	0.7	17.7	3.1	12.0	36.8
Pologne	11.8	3.8	5.3	11.1	1.5	1.7	11.2	2.7	12.6	38.3
Portugal	16.8	2.2	4.3	10.5	0.8	1.0	12.7	1.6	12.4	37.8
République slovaque	14.2	2.3	5.2	13.9	2.3	1.9	15.7	2.3	9.3	33.0
République tchèque	10.3	2.2	4.4	15.6	2.6	1.6	18.2	3.2	11.8	30.1
Royaume-Uni	10.6	5.0	4.7	7.1	1.8	1.1	17.8	1.5	12.0	38.4
Slovénie	14.2	1.8	3.2	12.4	2.1	1.3	14.0	3.4	11.6	36.1
Suède	14.1	2.3	2.6	8.4	0.6	1.5	13.8	2.2	13.0	41.6
Suisse	12.6	2.8	5.0	11.0	2.1	0.6	6.5	2.4	17.2	39.9
OCDE	13.2	5.1	4.3	9.3	1.3	1.4	18.7	1.5	12.6	32.6
Colombie	14.1	5.0	6.8	11.9	1.4	1.7	15.2	2.3	14.3	27.2
Costa Rica	10.4	0.0	8.0	8.8	1.4	2.6	19.3	0.8	23.3	25.4
Lituanie	12.5	3.8	4.5	10.4	1.5	0.9	16.5	2.7	15.4	31.7


Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées des statistiques relatives aux finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933537710>

2.33. Évolution de la ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (entre 2007 et 2015)

	Services publics généraux	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Éducation,	Protection sociale
Allemagne	-0.7	0.1	0.1	-0.5	0.2	-1.0	1.5	0.5	0.4	-0.7
Australie	1.9	0.1	-0.2	-2.0	0.3	-0.6	0.5	-0.4	0.3	0.3
Autriche	-2.1	-0.4	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	0.5	-0.5	0.1	2.6
Belgique	-3.0	-0.5	-0.2	0.5	0.2	-0.3	0.4	-0.3	0.5	2.8
Corée	-1.0	-0.1	-0.2	-4.0	-0.5	-1.1	2.0	-0.2	0.8	4.2
Danemark	0.0	-0.8	0.0	0.8	-0.2	-0.2	0.2	-0.2	0.9	-0.3
Espagne	2.2	-0.4	-0.2	-3.3	-0.6	-1.2	-0.4	-1.5	-1.0	6.2
Estonie	0.8	1.0	-1.8	-0.9	-0.8	-0.9	0.9	-1.1	-2.2	4.9
Etats-Unis	-1.4	-1.9	-0.4	-1.0	0.0	-0.4	3.5	-0.2	-0.9	2.6
Finlande	0.7	-0.5	-0.3	-1.0	-0.3	0.0	-1.5	0.4	-1.4	4.0
France	-2.6	-0.2	0.1	1.9	0.1	-0.3	0.1	-0.2	-0.5	1.7
Grèce	-6.9	-1.0	0.6	7.1	1.0	0.0	-4.6	-0.1	0.2	3.7
Hongrie	-1.3	-1.4	0.2	4.3	1.2	0.2	0.7	1.3	-0.7	-4.5
Irlande	4.1	0.0	-0.6	0.7	-1.7	-3.6	0.0	-0.1	0.0	1.1
Israël	-4.2	-1.6	0.3	0.1	-0.1	-0.7	1.3	0.4	2.5	2.1
Italie	-1.7	-0.1	-0.3	-0.9	0.3	-0.2	-0.2	-0.3	-1.8	5.1
Japon	-2.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.3	-0.5	1.9	0.0	-1.0	2.6
Lettonie	2.7	-1.4	-1.8	-3.0	-0.7	-0.9	-1.6	-0.6	-0.1	7.6
Luxembourg	-1.8	0.0	0.0	-0.3	-0.3	-0.4	-0.5	-0.5	0.5	3.2
Norvège	-4.6	-0.6	0.1	1.4	0.4	0.1	0.4	0.1	-0.5	3.1
Pays-Bas	-1.8	-0.5	-0.3	-1.1	-0.5	-0.2	1.9	-0.5	0.0	3.0
Pologne	-0.8	-0.7	0.1	0.3	0.1	-0.8	0.8	0.0	-0.7	1.7
Portugal	1.5	-0.5	0.3	1.1	-0.6	-1.1	-3.0	-0.7	-2.0	5.0
République slovaque	1.9	0.2	0.1	2.0	0.2	0.0	-1.0	0.0	-0.4	-3.0
République tchèque	-0.5	-0.6	-0.4	-0.3	0.2	-0.8	1.7	0.3	0.0	0.3
Royaume-Uni	0.3	-0.3	-1.0	0.0	-0.4	-1.3	2.0	-0.6	-2.0	3.4
Slovénie	1.3	-1.5	-0.7	2.7	0.3	-0.1	0.1	0.5	-2.4	0.0
Suède	-1.4	-0.8	0.0	0.5	-0.1	0.1	1.0	0.1	0.3	0.3
Suisse	-0.3	-0.2	0.2	-1.9	0.5	-0.1	0.4	0.1	-0.2	1.4
OCDE	-1.2	-0.9	-0.3	-0.5	0.0	-0.5	1.7	-0.1	-0.7	2.6
Lituanie	1.0	-1.4	-0.3	-1.5	-1.0	0.1	1.6	-0.3	0.4	1.3

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées des statistiques relatives aux finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933537729>



Extrait de :
Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (COFOG) », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-18-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.